

Dans un futur incertain

Julien Simard

Numéro 332, automne 2021

Nous vieillirons ensemble. Quelle place pour la vieillesse dans notre société ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96806ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

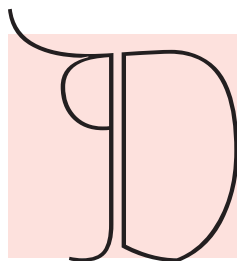
Simard, J. (2021). Dans un futur incertain. *Liberté*, (332), 41–44.

Dans un futur incertain

× × × × × × × × × × × × × × ×

En ce XXI^e siècle de changements climatiques, la covid-19 ne sera pas la seule crise à mettre à l'épreuve les conditions de vie des personnes âgées et des structures qui en prennent soin. Et si nous anticipions un peu ?

Leçon de pandémie par Julien Simard



ébut mars 2020. Pendant que le Québec s'apprête à partir au ski, au magasin d'outils de cuisine d'Andrée Laforest ou dans les Caraïbes, je suis l'évolution de la pandémie encore naissante sur le site du *Guardian*, incrédule devant les discours qui prétendent que « ça ne se rendra pas nécessairement ici », mais pas encore suffisamment inquiet pour crier au loup et énerver tout le monde autour de moi. Il y a 1,5 million de voyageurs et de voyageuses qui passent pourtant par Dorval chaque mois, nous sommes à quelques heures de New York, pas au Svalbard ! me dis-je, en me rappelant à quel point les métropoles du monde sont interconnectées par des flux multiples et entrecroisés. Manuel Castells dirait sans doute la même chose, mais je n'ai pas le temps de me replonger dans *La société en réseaux*, car la veille d'un certain vendredi 13, la menace est soudain devenue réelle. Arruda revenu de son voyage au Maroc, le cadrage géographique du risque change du tout au tout, autant dans les médias que dans la bouche des « experts ». On connaît la suite : confinement, deux semaines, un petit effort, tout arrêter, dormir, *obséder* sur les différentes expressions de l'apocalypse sanitaire sur internet, ouvrir *La peste* de Camus et en lire la moitié, faire du bricolage, envisager l'achat d'un bidet et donner des cours à distance, convaincre les sceptiques de la létalité du virus, étudier le comportement des courbes exponentielles. Puis, au cœur de ce quotidien bouleversé et liminaire, la pandémie prend une autre dimension, plus macabre cette fois. Avant d'aller plus loin, il faut dire que je ne suis jamais bien éloigné du sujet de la mort, donnant deux fois par année un cours intitulé « Fin de vie et approches palliatives » à des travailleuses de la santé, ce que je fais d'ailleurs à ce moment-là, en mars 2020.

Je suis toujours à l'affût d'articles éclairant les phénomènes contemporains qui entourent le domaine du *thanatos*. Mais même derrière cette distance théorique, quelque chose s'est produit en moi le jour où j'ai vu les images des convois militaires qui sortaient des cadavres de l'hôpital de Bergamo, en Lombardie (Italie), une des régions les plus prospères d'Europe. Je les regardais chaque jour, dans une sorte d'obsession anthropologique, sûr qu'elles me révéleraient une nouvelle compréhension du monde contemporain. Je n'ai pas lâché la Lombardie jusqu'au moment où, de Brooklyn, nous sont arrivées des vidéos de corps placés dans

des camions réfrigérés à l'aide de monte-charge ; les morgues ne suffisaient plus. Puisque nous n'étions qu'à six cents kilomètres de là, comment pourrait-on éviter le même sort ? me répétais-je. En avril, grâce à l'excellent travail du journaliste Aaron Derfel, qui a couvert la tragédie du CHSLD privé Herron à Dorval, on a collectivement réalisé qu'on fonçait à toute vitesse vers une hécatombe aux proportions démesurées. Hécatombe que j'ai qualifiée de « gérontocide » et que je définis comme un laisser-mourir des personnes vieillissantes dans des conditions indignes. Tout était en place pour que ces scènes incroyables se produisent à Joliette, à Laval ou à Rivière-des-Prairies, bref au cœur de la « normalité québécoise ».

Cela fait plus de dix ans que je mène des recherches sur le vieillissement, la fin de vie, la mort (et les morts) dans les sociétés hypermodernes. Dans le domaine, il est courant de critiquer le caractère caché de la mort, les tabous qui l'entourent, sa relégation dans la sphère domestique ou biomédicale, sa disparition derrière l'immédiateté de la société de consommation et le jeunisme, ainsi que la « perte de rituels ». Pourtant, en un claquement de doigts, les camions réfrigérés bourrés de corps vieillissants et les reportages sur les institutions de soins de longue durée ont fait éclater le caractère « invisible » de la mort, habituellement gérée par un nombre restreint d'acteurs professionnalisés (personnel soignant, médecins, expert-es du funéraire, officiant-es du domaine religieux). Ce qui s'est produit à Herron et ailleurs n'était pas nouveau du tout, surtout pour les chercheur-es en gérontologie sociale, dont je suis. En revanche, ce qui m'a alors frappé, c'est l'échelle de la surmortalité, son ampleur, le débordement, la perte de contrôle des gestionnaires et du gouvernement, sans oublier la tentative de François Legault de nier en bloc ce qui se déroulait derrière des portes closes. Un épisode gérontocide, ce n'est jamais bon pour une réélection.

D'ailleurs, tout au long de la pandémie, la CAQ a très bien déployé sa stratégie de communication politique, en usant du déni, du mensonge et de plusieurs sophismes pour créer de toutes pièces une « réalité alternative », où chacune des actions du gouvernement était présentée comme un acte « salvateur » protégeant la population de divers « risques », apparemment pires encore que le virus lui-même. Ainsi, la CAQ nous a courageusement défendu-es contre les « dangers » des masques N95, puis des renvois d'air des filtres

HEPA, des tests rapides – donnant apparemment une « fausse impression de sécurité » –, et finalement des trottoirs vides des soirs d’hiver, grâce à cet outil totalitaire de gestion des corps qu’est le couvre-feu. Le gouvernement nous a même évité d’avoir peur de respirer en présence de nos semblables au travail ou à l’école, dans des lieux clos et mal ventilés, en niant que le SARS-CoV-2 se transmet principalement de manière aéroportée. On ne peut que remercier nos dirigeants de prendre soin de nous avec autant d’attention et de nous éviter de faire ainsi l’expérience de trop grandes émotions en ces temps difficiles. On rit, on rit, mais le fait que cette distorsion continue, répétée et systématique de la réalité scientifique et empirique se produise *en même temps* qu’un tsunami de souffrances et de morts est digne des pires racoins de la modernité. Cet habile retournement discursif permet pourtant à la CAQ d’esquiver toute responsabilité ou reddition de comptes devant cette surmortalité hors-norme, en donnant l’impression à la population que tout a été fait pour l’éviter. Le problème, c’est que c’est complètement faux.

× × × × × × × × × × × × × × × ×

Si la vieillesse est généralement précaire, c’est parce qu’on choisit, comme société, qu’elle le soit.

× × × × × × × × × × × × × × × ×

Évidemment, nous savions déjà que nos infrastructures de santé et de services sociaux étaient extrêmement fragiles, peu adaptées aux lames de fond socio-environnementales qui allaient inévitablement tester leur capacité de résilience. Entre la vétusté du parc immobilier institutionnel (écoles, hôpitaux, CHSLD et autres) et les changements climatiques, quelle marge de manœuvre aurions-nous vraiment ? Avant la pandémie, il semble que le risque d’effondrement de la capacité de l’État québécois à « prendre soin » de sa population n’était pas assez pressant pour agir. De toute manière, tout se passe comme si la fiction lugubre dans laquelle évolue une grande partie de la classe politique québécoise ne s’encombrait pas de ces choses-là. Le golf, la F1, le développement immobilier, le REM, les tunnels, le nationalisme, les grands projets d’infrastructures, l’extractivisme et les savants préceptes de Pierre-Yves McSween prennent déjà toute la place. Bref, il n’aura fallu qu’un bon coup de vent viral pour que la bâtisse s’effondre sur ses occupant·es, causant le décès de plus de onze mille personnes – surtout âgées –, un bilan proportionnellement très peu reluisant à l’échelle mondiale (la vingt-neuvième position). Souvenons-nous toutefois que le néolibéralisme aura pris plus de quarante ans pour retirer tous les clous de cet édifice et les revendre au plus offrant. Comme plusieurs l’ont affirmé dans la dernière année, nous récoltons tout simplement les fruits putréfiés du saccage

minutieux opéré par Bouchard, Charest, Couillard, Barrette et compagnie. Pensait-on réellement que ce *demolition derby* thatcheriste au long cours – mis en branle par des millionnaires conservateurs ayant à cœur leurs intérêts de classe – n’allait pas produire de terribles conséquences sur le terrain ? Que payer des salaires de misère aux préposé·es aux bénéficiaires n’allait pas empirer une pénurie de main-d’œuvre ? Que de permettre le transfert de personnel entre établissements au cœur d’une pandémie n’allait pas propager un virus hautement contagieux ?

La gestion capitaliste des derniers lambeaux de l’État social québécois entraîne l’aggravation des risques sanitaires et environnementaux sur le terrain, et n’augure rien de bon pour les personnes qui atteindront le troisième et le quatrième âge dans les prochaines décennies. Tout n’est pas joué d’avance, mais je propose ici de regarder les choses en face plutôt que de profiter du ralentissement de la crise pour replonger allègrement dans cette illusion confortable qui présente la Belle Province comme un lieu particulier, tapi à l’abri des problèmes du monde, « parce qu’on est ben fins ». Il ne fait absolument aucun doute que des épisodes gérontocides semblables à celui qu’on vient de vivre se reproduiront ici, dans une temporalité plus ou moins lointaine. Pourquoi ?

En raison de plusieurs facteurs, les personnes vieillissantes vivant dans les sociétés occidentales se retrouvent généralement aux premières loges de la précarité et de la vulnérabilité sociale, aux côtés d’autres sous-groupes marginalisés comme les femmes, les mères de famille monoparentale, les personnes migrantes, racisées, en situation de handicap et celles qui sont sans emploi, pour ne nommer que ceux-là. Loin de moi l’idée de présenter toutes les personnes vieillissantes comme étant vulnérables, également exposées aux risques sanitaires et environnementaux, ou ayant le même rapport aux déterminants sociaux de la santé. Si les processus physiologiques du vieillissement peuvent induire, en eux-mêmes, une certaine fragilisation (changement des capacités, augmentation des comorbidités et de la prévalence de maladies chroniques), cette dernière est très inégalement distribuée dans la population dite « âgée », qui n’a en commun qu’un critère d’âge chronologique. Non, si la vieillesse est généralement précaire, c’est parce qu’on choisit, comme société, qu’elle le soit. Revenus généralement stables, mais plutôt faibles et très mal indexés à la hausse du coût de la vie, isolement social endémique, logements inadéquats, insuffisants, menacés et trop chers, difficulté d’accès aux soins à domicile et aux médicaments, impossibilité de se mouvoir aisément dans les espaces urbains en raison d’équipements mal adaptés ou d’une offre insuffisante de transports en commun, et discriminations liées à l’âgeisme représentent quelques-unes des nombreuses expressions de l’exclusion sociale des personnes vieillissantes. À cela s’ajoutent évidemment diverses intersections reliées à la classe sociale, aux identités de genre, à l’appartenance ethnoculturelle, au statut migratoire ou à l’orientation sexuelle. Quand frappent les vagues de chaleur, comme on a pu le voir à Chicago, à Paris – et même, dans une moindre mesure, à Montréal –, ce sont les personnes âgées isolées, avec peu de moyens et vivant dans des logements inadéquats qui meurent seules de déshydratation. Avec les années, on s’est fait convaincre qu’il était plus important de renflouer une compagnie aéronautique moribonde à coups

de milliards que de permettre à des personnes de vieillir et de mourir dans le lieu de leur choix, avec un accompagnement adéquat. Sur le plan anthropologique, rien de cela n'est « naturel » ou même « habituel » : cette mise à l'écart structurelle des vieux ne se produit pas dans toutes les sociétés humaines, à toutes les époques, bien au contraire. Elle est un pur produit du capitalisme industriel. Il a d'ailleurs fallu plusieurs décennies de luttes ouvrières pour obtenir des « retraites ». Dans ce mode de production, l'« inactif » est un passif budgétaire, un corps qu'on peut laisser partir sans trop de remords et sans perdre sa carrière politique.

× × × × × × × × × × × × × × × ×

Avec les années, on s'est fait convaincre qu'il était plus important de renflouer une compagnie aérienne moribonde que de permettre à des personnes de vieillir et de mourir dans le lieu de leur choix, avec un accompagnement adéquat.

× × × × × × × × × × × × × × × ×

Si seulement on pouvait affronter ces multiples problèmes dans le cadre d'un climat stable et prévisible, la lutte des classes serait peut-être plus simple à mener ! Or, le XXI^e siècle nous réserve de multiples surprises et des défis de taille, qui viendront s'écraser comme des vagues puissantes sur nos fragiles infrastructures physiques et sociales. Au moment où ces lignes sont écrites, force est de constater que l'État québécois n'a pas les moyens, ni les outils, ni les ressources pour garantir un vieillissement synonyme de qualité de vie à toutes les personnes de soixante-cinq ans et plus qui vivent présentement sur son territoire. Encore moins une fin de vie dans la « dignité », comme le promet pourtant la Loi concernant les soins de fin de vie. Pire encore, l'État ne se donne pas les capacités pour mener à bien ces projets dans le contexte des transformations démographiques et des changements climatiques. Sa capacité future ou projetée de soutien aux populations dites « vulnérables » s'érode jour après jour, comme les belles dunes des îles de la Madeleine. Pour éviter d'agir, la CAQ nie tout simplement l'ampleur du problème, comme dans tous les autres dossiers. Simple et efficace : on lance la patate chaude dans la poubelle et on ne la voit plus. Si les politiciens se tournent les pouces, qui s'attellera à la tâche herculéenne qui consiste à renforcer nos aptitudes collectives

à la résilience, à l'assistance d'urgence, au soutien mutuel et à la gestion communautaire des risques en prévision de ce qui approche ? Que faire si l'État est aux abonnés absents sur le terrain et qu'il envoie des clowns, des coachs de hockey pee-wee et des lutins en conférence de presse pour nous assurer que « tout est sous contrôle » ? Selon moi, c'est la principale question qu'on devrait se poser au sortir de cette pandémie. Mais pour qu'elle devienne un outil de changement social et de lutte, il nous faut établir un état de la situation, sortir les jumelles et regarder au loin, dans ce futur brûlant qu'on préférerait laisser enfoui dans un roman. J'ai l'impression qu'on entre dans le XXI^e siècle comme s'ouvre *L'aveuglement* de Saramago.

Quels sont donc ces risques socio-environnementaux qui viendront potentiellement entraver notre capacité à prendre soin des personnes vieillissantes et à les inclure au cœur du social ? D'abord, les vagues de chaleur, qui exerceront une pression de plus en plus importante sur notre système de santé et de services sociaux, car elles augmenteront en fréquence, en durée et en intensité. Puis, la montée des eaux, qui menacera plusieurs communautés côtières. Des relogements de nombreux résidents âgés sont déjà en cours au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. Des feux de forêt pourraient détruire des régions entières, de l'Outaouais à la Côte-Nord, à l'image de ce qui s'est produit en Alberta en 2019. Des infrastructures essentielles comme le réseau électrique, le système d'eau potable ou les réseaux de télécommunications pourraient être mises en péril. N'oublions pas qu'au début de la pandémie de covid-19, tout le monde retenait son souffle devant les possibles ruptures de la chaîne d'approvisionnement en nourriture et en médicaments : cette possibilité ne disparaîtra pas comme par magie. Évidemment, d'autres épidémies et maladies infectieuses feront leur apparition. Comme en mars 2020, il ne faut surtout pas oublier les États-Unis dans cette équation complexe du risque, en particulier New York et Boston. La montée des eaux océaniques frappera progressivement les métropoles de la côte est états-unienne, rendant la vie côtière particulièrement difficile. Le Midwest se transformera en *plaine de poussière* et le Sud deviendra trop chaud. Sans vouloir jouer aux devins, il y a fort à parier que d'importantes migrations climatiques s'amorceront vers le Canada, en particulier Montréal. Le magazine *Bloomberg* parle de treize millions de personnes déplacées chez nos voisins d'ici 2100, ce qui m'apparaît assez modéré. Ces migrations sont loin d'être un problème en soi, mais il faut s'y préparer, en trouvant le moyen d'offrir un toit et de la nourriture à ces centaines de milliers de personnes qui viendront se réfugier sous nos latitudes plus clémentes. J'arrête ici la liste d'épicerie. Je ne suis ni climatologue ni expert des risques environnementaux. Mais je crois que nous devons, dans l'urgence, scénariser et planifier ces situations, sinon ce sont encore les personnes vieillissantes qui vont écoper et payer le prix de notre manque de vision. Personnellement, je ne veux plus jamais me sentir comme je l'ai été le 13 mars 2020, pris par surprise et prêt à faire aveuglément confiance à de sinistres comptables.

✱✱

Il m'arrive de ressentir la présence diffuse de ces morts pandémiques qui errent autour de la cité, en suspens, à qui

l'on n'a pas encore fait nos adieux convenablement. Dans la plupart des sociétés humaines, les morts errants sont ambigus, imprévisibles, parfois menaçants. Avec raison. Des fins de vie solitaires, atroces, enfermées, affamées, ça crée de drôles de souvenirs, de la honte, un sentiment d'échec, d'abandon. Rendons hommage à celles et ceux qui ont travaillé sur le terrain et qui ont tout mis en œuvre, même dans des conditions impossibles, pour faire sentir aux personnes vieillissantes qu'elles appartenaient encore à l'humanité. Ces morts portent un message explosif – « nous n'aurions pas dû mourir ainsi » – et un avertissement : « Nous vous hantons pour que cela ne se reproduise plus jamais. » Comment faire ? C'est précisément cette hantise qu'il faut s'approprier et faire nôtre, en se mettant dès maintenant au travail, pour

× × × × × × × × × × × × × × × ×

**Je ne veux plus jamais me sentir
comme je l'ai été le 13 mars 2020,
pris par surprise et prêt à faire
aveuglément confiance à de
sinistres comptables.**

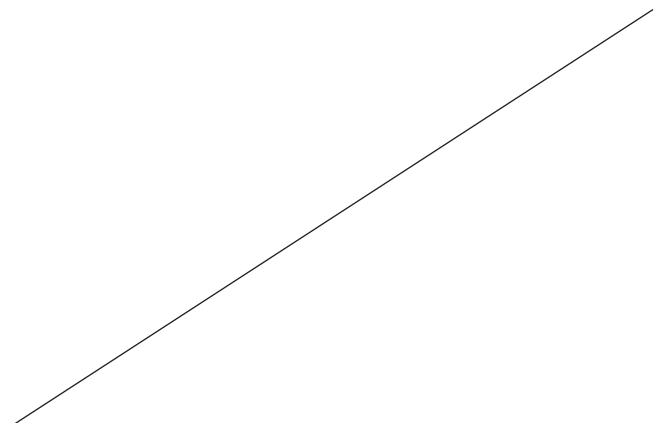
× × × × × × × × × × × × × × × ×

refonder nos rapports sociaux sur d'autres bases.

Le modèle actuel qui consiste à vivre isolé-es, en familles nucléaires, en petites unités économiques hermétiques, endettées, évoluant dans ces tristes vies parallèles, dépendantes d'une professionnalisation et d'une institutionnalisation de la reproduction sociale ne résistera pas bien longtemps au XXI^e siècle, du moins c'est mon intuition. D'où l'importance d'imaginaires géographiques et anthropologiques radicaux, basés sur la possibilité d'effondrement subit des infrastructures et des systèmes d'assistance actuels. Les banlieues sans saveur qui encerclent Montréal, sises sur certaines des meilleures terres arables de Mikinaakong (l'île de la Tortue), deviendront des lieux prisés, justement parce qu'on pourra y cultiver une pléthore d'espèces végétales, ce qui ne sera plus possible dans une grande partie des Prairies, le grenier actuel du continent. Quartiers autosuffisants, maisons jumelées, agrandies ou même détruites pour faire place à des unités sociales d'une vingtaine de personnes de tous âges, en continuité avec la forme d'organisation sociale humaine la plus répandue dans le temps et dans l'espace, abstraction faite bien sûr du cauchemar industriel et postindustriel. Asphalte retiré pour réduire la température ambiante. Irrigation naturelle et milieux humides réhabilités. De toute façon, les pluies augmenteront probablement en intensité dans le sud du Québec : si on ne s'en occupe pas nous-mêmes, la nature se chargera de faire disparaître des quartiers entiers de *monster*

bouses à Laval, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Charlemagne, Châteauguay et ailleurs. Le même projet pourrait être poursuivi à Westmount, à flanc de montagne, à l'ombre des arbres centenaires. Maintenant, que faire avec le parc locatif privé montréalais ? Avec les tours de logements sur le boulevard Marcel-Laurin ? Avec les gratte-ciel du centre-ville ? Autant de questions pressantes auxquelles il faudra répondre sous peu, avant que ne décèdent des vieillards par milliers chaque été en raison de la chaleur étouffante. Sera-t-il possible de *bien* vivre dans ces cercueils vitrés que l'on nomme actuellement « condos modernes » ou fera-t-il trop chaud ? Évidemment, aucun de ces projets de société n'est compatible avec les intérêts et les visées poursuivis par les compagnies d'assurances, le Code civil, l'industrie de la construction, la mafia, le Code du bâtiment, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, le BAPE, l'Union des municipalités du Québec, la Caisse de dépôt et placement ou l'Ordre des urbanistes, qui basent toutes leurs activités sur le statu quo et la pérennité du mode de production capitaliste.

Pourquoi ne pas se permettre d'imaginer des rapports au territoire et à l'intergénérationnalité libérés du monopole étouffant de l'État et de ses institutions, qui limitent ou annihilent les formes de vie qu'on peut déployer ? L'objectif est quand même de *survivre* aux changements climatiques et de donner la chance aux personnes qui vieilliront – mais aussi à toutes les autres – d'éviter des morts prématurées ou, tout simplement, des existences misérables à crever de chaleur. Si on peut retenir une chose de la pandémie, c'est que l'État québécois a complètement échoué à protéger ses populations les plus vulnérables. Quelles garanties nous donne-t-il qu'une telle débâcle ne se reproduira pas ? Aucune. Que nenni. Partant de ce constat, je propose une dernière leçon : promettons-nous que, lors de la prochaine crise, nous prendrons soin de nos morts. Que nous décidions qu'interrompre la production de croquettes de poulet pour éviter des éclosions est *plus important* que de laisser des gens âgés quitter ce monde comme on garroche un emballage de St-Hubert plein de sauce à *hot chicken* dans la poubelle du bureau de François Legault, après une réunion secrète avec Koskinen et Gobeil. Après tout, c'est notre lien avec les morts qui nous relie au passé, au présent et au futur. Écoutons leur plainte. ●



Julien Simard est gérontologue social. Il poursuit présentement des recherches postdoctorales à l'École de travail social de l'Université McGill.